



# Le bulletin

DISPONIBLE SUR L'INTERNET  
WWW.USMISSION.CH

## Hebdomadaire

### CETTE SEMAINE

26 MAI 2006

#### GRIPPE AVIAIRE : LE POINT DE L'AIDE DES ÉTATS-UNIS À L'ÉTRANGER

Le Service vétérinaire national organise des ateliers et octroie une aide technique. .... 1

#### NÉGOCIATIONS DE DOHA : LES É.-U. SONT OPPOSÉS À DES ÉTAPES PROGRESSIVES

Propos de la représentante adjointe des États-Unis pour le commerce extérieur à l'OCDE ..... 3

#### PROCHAINE OUVERTURE À WASHINGTON DU 5E FORUM DE L'AGOA

Ce forum aura pour thème le rôle du secteur privé et du commerce extérieur en Afrique..... 3

#### UNE FORCE INTERNATIONALE EST INDISPENSABLE POUR LA STABILISATION DU DARFOUR

Les États-Unis ont demandé à l'OTAN d'apporter un soutien logistique à cette force de l'ONU..... 4

#### LES É.-U. DÉPLORENT LES RÉSULTATS DU RAPPORT DE L'ONU SUR LA TORTURE

En réclamant la fermeture de Guantanamo, le comité contre la torture a outrepassé son autorité..... 5

#### DES ORGANISMES AMÉRICAINS FACILITENT LA DIFFUSION DE LA TÉLÉMÉDECINE À L'ÉTRANGER

Cette technique permet à des habitants de zones reculées d'avoir accès à des prestations médicales. .. 6

#### GRIPPE AVIAIRE : LE POINT DE L'AIDE DES ÉTATS-UNIS À L'ÉTRANGER

Le Service vétérinaire national organise des ateliers et octroie une aide technique.

Par Charlene Porter  
Rédactrice du « Washington File »

Washington - Dans le courant du mois de mai, des vétérinaires de quatre pays africains ont travaillé pendant une semaine avec les spécialistes du laboratoire du Service vétérinaire national à Ames (Iowa), pour apprendre à mieux diagnostiquer les épizooties. C'est le service du ministère de l'agriculture chargé des questions liées à l'agriculture à l'étranger (Foreign Agriculture Service, FAS) qui avait parrainé cette formation dans le cadre des vastes initiatives mises en œuvre par les États-Unis pour juguler la souche de virus de la grippe aviaire qui s'est répandue dans 50 pays au cours des deux dernières années.

Il s'agit, pour les États-Unis et leurs partenaires internationaux, d'éviter à tout prix l'apparition d'une pandémie de grippe chez l'homme, de telles pandémies s'étant produites au cours du siècle passé lorsque des souches de virus chez l'animal sont devenues dangereuses pour l'homme.

Une pandémie de grippe « pourrait paralyser les économies, immobiliser les échanges et les déplacements internationaux et aussi menacer la stabilité politique », a fait valoir la sous-secrétaire d'État pour les affaires internationales, Mme Paula Dobriansky, à l'occasion d'une conférence de presse organisée le 23 mai au département d'État.

C'est dans les régions sous-développées du monde, où les hommes et les oiseaux domestiques vivent en proximité étroite et où les systèmes de soins n'ont pas de moyens modernes pour détecter, diagnostiquer, soigner et juguler la maladie, que la menace d'une apparition d'une souche de virus pouvant causer une pandémie chez l'homme est la plus vive.

Selon un rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), publié en 2005, portant sur l'évaluation des risques d'une pandémie de grippe et l'état de préparation des pays africains, « l'apparition, même sporadique, de cas (d'infection par le virus de la grippe aviaire) chez l'homme, entraînerait d'énormes nouveaux défis pour des systèmes de santé et des services déjà précaires et surchargés ».

#### Aide des États-Unis à l'Afrique

La détection et la maîtrise des maladies chez l'animal sont des activités « cruciales » pour empêcher que le virus H5N1 de la grippe aviaire ne devienne contagieux pour l'homme.

Le FAS aide des pays étrangers à renforcer leurs compétences dans le domaine de la détection des maladies en offrant à leurs représentants des cours dans son laboratoire vétérinaire. Des cours ont déjà été organisés en février et en juin, selon un porte-parole du FAS.

Lors de l'atelier organisé du 15 au 19 mai, des vétérinaires du Cameroun, du Ghana, du Kenya et du Nigeria ont suivi avec succès un cours sur le diagnostic de la grippe aviaire et sont maintenant prêts à rentrer dans leur pays et à apprendre à d'autres spécialistes les techniques qu'ils ont apprises.

Le virus a été décelé dans sept pays d'Afrique subsaharienne. Des flambées de grippe aviaire se sont produites au Burkina Faso, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Niger, au Nigeria, et au Soudan. Un cas d'infection chez l'homme a été décelé à Djibouti le 12 mai.

Les États-Unis ont aidé à hauteur de 17 millions de dollars les initiatives mises en œuvre en Afrique subsaharienne pour lutter contre la grippe aviaire, a indiqué Mme Dobriansky.

Du matériel de protection, notamment des combinaisons et des masques permettant au personnel sanitaire de se débarrasser des volatiles malades ou menacés sans risquer de s'exposer à l'infection, a été fourni aux sept pays concernés.

Les États-Unis ont aussi aidé le gouvernement du Nigeria à mettre sur pied un laboratoire ayant la capacité de tester rapidement les échantillons tissulaires pour la présence du virus H5N1.

Auparavant, a précisé Mme Dobriansky, les échantillons étaient envoyés à un laboratoire médical de recherche du Caire (Égypte) aux fins d'analyse, une procédure qui exigeait plusieurs jours avant d'obtenir les résultats.

Une vingtaine de spécialistes du Centre épidémiologique fédéral (CDC) ont été envoyés au Nigeria depuis le premier diagnostic de grippe aviaire dans ce pays, en février, afin d'aider les ministères de la santé et de l'agriculture. Le Nigeria est le pays d'Afrique où a été constaté le plus grand nombre de flambées de grippe aviaire.

Le département d'État, a expliqué Mme Dobriansky, a multiplié les contacts diplomatiques avec les gouvernements africains afin de souligner l'importance de prêter attention à la question de la grippe aviaire et, a-t-elle dit, ces derniers ont été très coopératifs.

#### L'aide des États-Unis à l'Asie du Sud

Selon un communiqué publié le 20 mai, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) apporte son aide en vue de moderniser le laboratoire national de référence du Pakistan. Elle lui a fourni du matériel de pointe permettant d'obtenir les résultats de l'examen d'un échantillon en six heures. À l'heure actuelle, il faut entre 24 et 72 heures pour mener à bien un tel test. Le Pakistan a dénombré une trentaine de flambées d'infection par le virus H5N1 dans des petits élevages artisanaux.

L'USAID a fourni par ailleurs 2.000 jeux d'équipement protecteur. Elle continuera à apporter son aide afin de renforcer le laboratoire national du Pakistan ainsi que les capacités du pays à procéder à des enquêtes concernant les flambées de maladies contagieuses et à les contrôler.

#### Partenariat international

En 2005, les États-Unis lançaient le Partenariat international sur la grippe aviaire et la grippe pandémique humaine ; aujourd'hui, 90 pays y adhèrent.

La préparation, les communications, la surveillance, la détection, la réaction et l'endiguement constituent le cadre d'une action internationale, a fait valoir Mme Dobriansky. Les États-Unis se sont engagés à fournir 334

millions de dollars pour aider les autres pays à endiguer et contrôler la grippe aviaire et empêcher l'apparition d'une pandémie de grippe chez l'homme.

## NÉGOCIATIONS DE DOHA : LES É.-U. SONT OPPOSÉS À DES ÉTAPES PROGRESSIVES

Propos de la représentante adjointe des États-Unis pour le commerce extérieur à l'OCDE

Par Bruce Odessey  
Rédacteur du « Washington File »

Washington - Lors de la réunion ministérielle annuelle de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui a eu lieu à Paris, la représentante adjointe des États-Unis pour le commerce extérieur, Mme Susan Schwab, a souligné le 24 mai que les États-Unis demeuraient résolus à faire aboutir en 2006 les négociations commerciales de Doha, qui sont dans l'impasse depuis longtemps.

« Nous ne pourrions réussir que si les négociations ouvrent de nouvelles possibilités importantes en matière de libéralisation », a-t-elle dit en ajoutant que Washington tenait à obtenir des « résultats réels et non pas seulement des réductions sur le papier ».

Mme Schwab doit succéder à M. Rob Portman au poste de représentant des États-Unis pour le commerce extérieur, dès que le Sénat entérinera sa nomination par le président Bush.

Elle a pris la parole le deuxième jour de la réunion ministérielle de l'OCDE. Le commissaire au commerce de l'Union européenne, M. Peter Mandelson, avait déclaré auparavant que l'Union européenne était disposée à améliorer légèrement son offre en ce qui concerne la réduction des droits de douane applicables aux produits agricoles si les autres membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) faisaient de nouvelles concessions.

Les États-Unis ne cessent de souligner que l'offre actuelle de l'Union européenne, qui prévoit des réductions relativement petites des droits de douane alliées à des centaines d'exclusions, ne ferait rien pour élargir l'accès au marché des produits agricoles.

Depuis leur lancement, les négociations de Doha sont dans l'impasse en grande mesure à cause du dossier agricole.

La proposition que les États-Unis ont soumise en octobre 2005 et qui prévoit une réduction considérable par les pays riches de leurs aides nationales à leurs agriculteurs ainsi que de leurs droits de douane applicables aux produits agricoles contribuerait à élargir réellement l'accès au marché de ces pays, a fait remarquer Mme Schwab.

« Nous attendons toujours, a-t-elle dit, une réponse sérieuse des autres pays, tant industriels qu'émergents, sur l'accès au marché dans le domaine agricole. »

Les ministres des États membres de l'OMC se sont fixé le but de conclure les négociations avant la fin de 2006, du fait de l'expiration en juin 2007 de la loi américaine portant sur les négociations commerciales.

Même si les négociateurs réussissent à se mettre d'accord avant la fin de juillet sur les modalités de l'ouverture des marchés dans les domaines de l'agriculture, des produits industriels et des services, ils auront encore à entreprendre la tâche énorme de rédiger les listes tarifaires, puis de faire les derniers compromis politiques avant la fin de l'année.

« Notre tâche dans la période à venir est immense, mais nous pouvons encore la mener à bien. Si nous faisons preuve d'esprit d'initiative et de volonté politique dans les semaines prochaines, nous pourrions rapidement retourner sur la voie menant à l'aboutissement des négociations de Doha », a déclaré Mme Schwab.

## PROCHAINE OUVERTURE À WASHINGTON DU 5<sup>E</sup> FORUM DE L'AGOA

Ce forum aura pour thème le rôle du secteur privé et du commerce extérieur en Afrique.

Par Charles W. Corey  
Rédacteur du « Washington File »

Washington - Le moment est propice pour le développement économique en Afrique : c'est ce que souligneront les États-Unis lors du prochain forum annuel ayant trait

à la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA), a déclaré un haut responsable de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), M. Lloyd Pierson, lors de l'interview qu'il a accordée au « Washington File » le 24 mai.

Ce forum, qui est le cinquième à avoir lieu, se tiendra les 6 et 7 juin à Washington et aura pour thème le rôle du secteur privé et du commerce extérieur dans la croissance en Afrique.

« Il n'y aura pas cette année de grande nouvelle à annoncer comme l'an dernier (la création d'un quatrième centre du commerce de l'USAID à Dakar), a dit M. Pierson. Il s'agira plutôt d'examiner comment nous exécutons les programmes relatifs au développement économique et au commerce en Afrique. »

Les États-Unis considèrent que l'Afrique est une société agraire, a-t-il indiqué en ajoutant : « Je pense donc que nous allons examiner ce que nous pouvons faire pour accélérer les investissements et les échanges dans le secteur agricole africain » et pour contribuer à l'amélioration de la qualité des produits agricoles africains de manière à ce qu'ils soient conformes aux normes internationales.

Il est aussi très important, selon lui, que tout soit fait dans un esprit de coopération avec les pays africains.

Le second dossier que l'USAID compte aborder lors du forum, a-t-il précisé, est celui du coton en Afrique de l'Ouest, qui a fait l'objet de discussions très approfondies pendant la réunion de l'Organisation mondiale du commerce à Hongkong. Après cette réunion, l'USAID a participé au Bénin à des réunions très importantes sur ce sujet.

À propos de l'importance de ces forums, M. Pierson a déclaré qu'ils étaient extrêmement importants parce qu'ils permettaient de réunir des responsables américains et africains du secteur public, du secteur privé et de la société civile. En outre, de nombreux participants sont aussi les mêmes personnes qui assistent à d'autres réunions sur le développement économique, ce qui favorise l'entretien des rapports noués dans ce domaine.

Depuis l'entrée en vigueur de l'AGOA en 2000, les échanges commerciaux entre les États-Unis et l'Afrique ont augmenté de 115 %. Cette loi, a-t-il dit, est l'un des meilleurs textes législatifs que le Congrès ait votés et l'une des meilleures idées que le gouvernement des États-Unis mette en pratique. Elle a déjà donné de bons

résultats, mais ceux-ci devraient être bien plus importants à l'avenir.

Grâce à cette loi, les pays africains accordent de plus en plus d'importance aux investissements étrangers, à l'adoption d'une politique économique judicieuse, qui doit s'accompagner d'un régime démocratique et d'une bonne gouvernance, car en l'absence de ces deux derniers éléments un pays aura de grandes difficultés à susciter le développement économique, a-t-il fait remarquer.

Il est prévu que quelque trente-cinq ministres africains du commerce et des finances, ainsi que des centaines de représentants du secteur privé et de la société civile, assistent au forum de Washington. La secrétaire d'État des États-Unis, Mme Condoleezza Rice, doit prononcer un discours à cette occasion.

La loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique prévoit l'entrée en franchise de douane aux États-Unis de 6.400 produits divers, notamment des textiles, en provenance des pays africains qui ont entrepris des réformes axées sur l'économie de marché. Votée par le Congrès en 2000, cette loi a été révisée à deux reprises depuis lors.

---

#### UNE FORCE INTERNATIONALE EST INDISPENSABLE POUR LA STABILISATION DU DARFOUR

---

Les États-Unis ont demandé à l'OTAN d'apporter un soutien logistique à cette force de l'ONU.

Par Jacquelyn S. Porth  
Rédactrice du « Washington File »

Washington - De l'avis de la secrétaire d'État des États-Unis, Mme Condoleezza Rice, le moment est venu de déployer une force de maintien de la paix de l'ONU au Darfour (Soudan) afin de stabiliser la situation dans cette région.

Si les États-Unis n'ont ménagé aucun effort pour faciliter la signature d'un accord de paix général au Darfour, il est nécessaire, a-t-elle dit, que la communauté internationale apporte davantage d'aide et que des pays, notamment la Chine et la Russie, interviennent pour que l'attention du monde ne se détourne pas de l'actuel conflit soudanais.

Le 21 mai, à Boston, Mme Rice a indiqué à l'occasion d'une conférence de presse qu'elle avait prôné le déploiement rapide d'une force de maintien de la paix de l'ONU suffisamment solide pour protéger le peuple du Darfour contre le genre de violence dont il a fait l'objet jusqu'ici.

Elle a précisé que les États-Unis avaient officiellement demandé à l'OTAN d'apporter une aide logistique à la force de maintien de la paix de l'ONU censée être déployée, faisant valoir que le conflit au Darfour avait déjà fait bien trop de victimes et que le moment était venu de déployer une force de maintien de la paix efficace.

Le nouveau gouvernement d'Irak

Mme Rice a aussi évoqué l'installation du nouveau gouvernement en Irak, faisant valoir que le pays avait finalement un nouveau gouvernement qui n'avait pas besoin de se préoccuper de l'organisation d'élections ou de la rédaction d'une constitution.

Le nouveau gouvernement irakien comprend un nombre important de sunnites, ce qui est une bonne chose selon Mme Rice car les sunnites ont souvent manifesté leur mécontentement par le passé. Leur participation aux élections de janvier a été très faible, a-t-elle rappelé, et une plus grande implication des sunnites dans le gouvernement du pays pourrait donner l'occasion à ceux qui le souhaitent d'abandonner la violence et l'insurrection et de se tourner vers la politique en tant que moyen d'encourager le changement.

Elle s'est déclarée confiante qu'après un certain temps la situation se stabiliserait en Irak, le peuple irakien constatant que ses intérêts sont davantage liés au processus politique qu'à une philosophie de rejet, soulignant cependant que cela ne se produira pas du jour au lendemain.

Iran

À propos de l'Iran, Mme Rice a expliqué que les responsables iraniens « avaient un comportement qui suscite la méfiance de la communauté internationale en ce qui concerne leurs intentions ». Et c'est la raison pour laquelle, a-t-elle indiqué, « l'Agence internationale de l'énergie atomique pose des questions pertinentes à Téhéran », et c'est aussi pourquoi le directeur de cet organisme, M. Mohamed El Baradei, continue à dire qu'il n'obtient pas de réponses satisfaisantes de la part des Iraniens.

Les États-Unis, a-t-elle souligné, ne sont pas les seuls à

penser que les Iraniens « pourraient être en train de fabriquer une arme nucléaire sous couvert d'une utilisation civile du nucléaire », ajoutant qu'à ce jour les Iraniens n'avaient pas fait grand-chose pour renforcer la confiance de la communauté internationale et lui faire croire qu'ils ne travaillaient qu'à un programme nucléaire civil.

Commerce avec Cuba

Interrogée sur la possibilité de vendre des produits agricoles du Vermont à Cuba, Mme Rice a fait remarquer que Cuba n'était pas membre d'un mécanisme de libre-échange parce que « toutes les activités économiques bénéficiaient à Fidel Castro ». L'embargo qui frappe les échanges entre les États-Unis et Cuba est en place, a-t-elle précisé, « pour empêcher le régime dictatorial de Fidel Castro de se servir du commerce et des échanges pour financer et renforcer son gouvernement et garder la main-mise sur la population cubaine ».

#### LES É.-U. DÉPLORENT LES RÉSULTATS DU RAPPORT DE L'ONU SUR LA TORTURE

En réclamant la fermeture de Guantanamo, le comité de l'ONU contre la torture a outrepassé son autorité.

Les États-Unis affirment qu'un rapport récemment publié par les Nations unies au sujet de la torture ne tient pas compte de centaines de pages de documents remis par les responsables américains, est truffé d'erreurs, et outrepassé son autorité en recommandant la fermeture du centre de détention de Guantanamo Bay.

« Nous sommes déçus parce que, malgré tout ce que nous avons fait pour leur remettre des documents, ils n'en ont pas tiré profit et ont passé outre de nombreuses données que nous leur avons fournies », a affirmé M. John Bellinger, conseiller juridique auprès du département d'État, lors d'une conférence de presse tenue le 19 mai.

En qualité de partie à la Convention des Nations unies contre la torture, les États-Unis sont tenus de présenter un rapport tous les quatre ans au Comité contre la torture, ce qu'ils ont fait à la date prévue.

Le comité des Nations unies contre la torture a publié ses conclusions le 19 mai. Dans son rapport, il se déclare satisfait de l'affirmation selon laquelle le gouvernement des États-Unis a interdit à tous ses fonctionnaires, et même à ses sous-traitants, de recourir « à des punitions ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ».

Cependant, le comité se déclare inquiet d'allégations selon lesquelles les États-Unis auraient créé des centres secrets de détention. Le comité réclame également que les États-Unis « cessent de détenir qui que ce soit à Guantanamo Bay » et ferment cette installation tout en s'assurant qu'aucun prisonnier ne sera renvoyé dans un pays où il risque d'être torturé.

Le rapport de l'ONU remercie toutefois les États-Unis de leurs réponses écrites détaillées et admet que, depuis le 11 septembre 2001, ils vivent dans un environnement juridique et politique complexe.

Mais, selon M. Bellinger, le fait que ce rapport ait été rédigé sans tenir compte d'un grand nombre d'informations fournies par les États-Unis fait qu'il contient de nombreuses erreurs.

« Le comité semble également avoir dépassé son mandat et le cadre de la Convention contre la torture. Nous savons qu'il y a des questions (...) Mais nous ne pensons pas que le dossier des détenus de Guantanamo est du ressort de ce comité (...) »

Il a toutefois souligné que les États-Unis avaient l'intention de continuer à respecter la Convention contre la torture.

« Ils nous ont demandé de leur donner réponse à certaines questions d'ici à un an, et je suis certain que nous le ferons. Nous prenons nos obligations envers cette convention au sérieux. Et nous pensons que nous respectons nos obligations. »

M. Bellinger a tenu à reconnaître qu'il y avait eu « de graves cas d'abus. Nous avons tous vu les images d'Abu Ghraïb, et il y a eu d'autres incidents. » Mais il a souligné que ces abus avaient donné lieu à des enquêtes, et que les responsables avaient dû répondre de leurs actes.

En réponse à une question d'un journaliste, M. Bellinger a déclaré que les États-Unis n'avaient aucune intention de se retirer de la Convention des Nations unies contre la torture.

## DES ORGANISMES AMÉRICAINS FACILITENT LA DIFFUSION DE LA TÉLÉMÉDECINE À L'ÉTRANGER

Cette technique permet à des habitants de zones reculées d'avoir accès à des prestations médicales.

Par Cheryl Pellerin  
Rédactrice du « Washington File »

Washington - Pour les habitants de régions reculées à travers le monde ou pour ceux qui n'ont guère accès à un médecin, des organismes publics américains facilitent la diffusion de la télémédecine, la médecine à distance, au moyen d'un ensemble de téléphones, d'ordinateurs et de télécopieuses, en vue d'améliorer les prestations médicales dans de nombreux pays.

À l'aide de dispositifs de téléconférence, des médecins peuvent parler avec leurs patients et leur faire part des résultats d'analyses médicales et de radiographies. Ils peuvent aussi échanger des opinions avec d'autres médecins en qui concerne le diagnostic, le traitement, les opérations chirurgicales et le traitement postopératoire. Ils peuvent même voir les méthodes appliquées de diagnostic et de traitement en temps réel.

Lors de la séance de travail de la sous-commission des affaires africaines, des droits de l'homme et des activités à l'étranger de la Chambre des représentants qui a eu lieu le 16 mai, de hauts responsables du gouvernement Bush et des spécialistes de la télémédecine ont décrit les divers aspects de ce domaine et de la télésanté à l'étranger. (De plus grande ampleur que la télémédecine, la télésanté consiste en l'usage des technologies de l'information et des télécommunications pour les soins médicaux, l'information des patients et des professionnels, la santé publique et l'administration de services sanitaires à distance.)

Selon un membre de la sous-commission, M. Jeff Fortenberry (représentant républicain du Nebraska), la séance de travail de la sous-commission avait pour objet les possibilités de transformer les activités diplomatiques des États-Unis en utilisant la télémédecine d'une nouvelle façon de manière « à atteindre les populations que l'on a négligées jusqu'ici en leur offrant les prestations médicales rudimentaires dont, de l'avis général, aucun être humain ne peut se passer. »

## La formation au Pakistan

Le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales du département d'État a financé deux projets pilotes de télémédecine, l'un en Afghanistan en collaboration avec l'Inde, l'autre au Pakistan. Un des responsables de ce bureau, M. Ralph Braibanti, a indiqué que ses services avaient réussi, malgré des moyens limités, à élaborer un programme destiné à mettre en place un centre-pilote de formation de télémédecine dans un hôpital de Rawalpindi (Pakistan) et à financer son fonctionnement.

À cet effet, deux médecins pakistanais sont venus dans un centre de recherche médicale de l'armée de terre des États-Unis (« Medical Research and Material Command » ou MRMC) situé au Maryland pour apprendre la télémédecine et pour nouer des contacts avec des spécialistes de ce domaine.

Des spécialistes du MRMC et d'un organisme (« Medical Informatics and Technology Applications Consortium ») relevant d'une université de Virginie (« Virginia Commonwealth University ») ont ensuite dispensé une formation à trente médecins pakistanais.

Ce programme comprend aussi des échanges professionnels, la fourniture de matériel et des dispositifs de téléconférence vidéo pour le centre de Rawalpindi.

« Bien que ce projet n'ait commencé qu'il y a trois ans, a dit M. Braibanti, il a déjà eu des effets positifs sur les prestations médicales au Pakistan et sur les relations entre les États-Unis et le Pakistan. »

## La télémédecine en Afghanistan

L'Afghanistan compte très peu d'hôpitaux, en particulier dans les zones reculées. Cinquante des trois cent trente districts du pays n'ont pas du tout d'installations médicales. Leur relief montagneux, l'insuffisance de leur réseau de transport et l'absence d'écoles de médecine rendent difficile l'amélioration des prestations médicales grâce à la formation d'un plus grand nombre de médecins ou à la construction d'un plus grand nombre de centres médicaux.

Le projet de télémédecine en Afghanistan, à la réalisation duquel l'Inde et les États-Unis collaborent, est destiné « à établir dans des zones reculées un réseau de stations consacrées aux consultations de télémédecine », a indi-

qué M. Braibanti. Chaque station sera reliée par satellite à des centres médicaux où des spécialistes de Kaboul et d'autres villes offriront des téléconsultations.

Une équipe afghane composée de cinq médecins et spécialistes de l'informatique a déjà reçu une formation sur les rudiments de la télémédecine et a appris à se servir du matériel qui sera bientôt installé à l'hôpital Indira Gandhi de Kaboul.

Dans le cadre de la seconde étape, qui est actuellement en cours, les personnes qui ont reçu une formation appliqueront leurs connaissances pour élaborer un programme de télémédecine dans leur pays, activité qui jouit du soutien du ministère afghan de la santé publique.

Selon M. Braibanti, la coopération dans le domaine de la télémédecine n'est pas à sens unique. Les États-Unis et leurs partenaires en tireront aussi des avantages. « Les réseaux de télémédecine dans des zones reculées du monde peuvent(...) signaler, dès leur apparition, des foyers de poliomyélite, de grippe aviaire ou d'autres maladies infectieuses », ce qui peut être important pour la santé publique aux États-Unis.

## Les missions médicales destinées aux enfants

L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) tire aussi parti du progrès technique dans le domaine médical pour améliorer les prestations destinées aux malades dans un état critique qui habitent dans des localités où l'infrastructure médicale est à peu inexistante, a indiqué un haut responsable de cette agence, M. Richard Greene.

Par l'intermédiaire de l'organisme « Medical Missions for Children » (MMC), l'USAID a mis en place un réseau de vidéoconférence par Internet qui permet à des médecins bénévoles de trente hôpitaux des États-Unis d'examiner des enfants malades habitant à l'étranger, de faire un diagnostic et de prescrire un traitement.

En 2003, l'Alliance pour le développement dans le monde (« Global Development Alliance ») de l'USAID a investi un million de dollars en vue d'étendre un réseau de télémédecine en Amérique latine et dans les Antilles. Elle a construit des stations terrestres reliées par satellite en Bolivie, au Brésil, au Guatemala, au Mexique et au Panama afin de permettre à des localités reculées de ces pays de recevoir des émissions d'enseignement médical. Ces stations peuvent enregistrer et retransmettre à la demande près de 120 heures d'enseignement médical

provenant de cinq hôpitaux financés par l'USAID.

La société internationale de télécommunications Intel-sat a donné la bande satellite nécessaire aux dispositifs techniques destinés à permettre l'examen, le diagnostic et la prescription d'un traitement en temps réel et à ajouter un élément éducatif. Pour sa part, la société de vidéoconférence Polycom a fourni du matériel vidéo afin d'étendre le réseau mondial de télémédecine et d'enseignement du MMC.

À l'heure actuelle, près de 600 médecins travaillent à titre bénévole, pendant au moins 12 heures par an, afin d'aider des hôpitaux situés dans des pays en développement à faire un meilleur diagnostic et à mieux soigner les malades.

La chaîne d'enseignement médical de l'Afrique du Sud

En Afrique du Sud, a indiqué M. Greene, l'USAID consacre, dans le cadre du plan d'aide d'urgence à la lutte contre le sida du gouvernement Bush, 3 millions de dollars à l'expansion de la chaîne d'enseignement en matière de santé publique de ce pays. Cette chaîne diffusera par satellite et à titre gratuit un enseignement à l'intention des malades et du personnel soignant des dispensaires et des hôpitaux sud-africains.

Créée dans le cadre d'un partenariat entre le ministère sud-africain de la santé et des entreprises du secteur privé, cette chaîne devrait diffuser ces émissions dans tous les 4.000 centres médicaux de l'Afrique du Sud d'ici à cinq ans et atteindre 97.000 infirmières et 36 millions de Sud-Africains.

Il est possible, a indiqué M. Greene, qu'elle soit étendue un jour au reste de l'Afrique et qu'elle aborde tous les grands problèmes de santé.

***A NOTER:***

Vous pouvez trouver d'autres textes et transcriptions en français sur le site Internet de la Mission des USA à l'adresse suivante:

**<http://geneva.usmission.gov/>**

Cliquer sur "Washington File" puis sur "Français"